

L'UE, force internationale de paix dans le monde

3.11.2010 – 18h30-21h30

**Hôtel Wielemans,
Rue Defacqz, 14, 1000 Bruxelles**

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Secrétaire général des ACP,
Monsieur le Secrétaire général national,
Madame la Secrétaire générale pour la Belgique,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Je suis très heureux d'être parmi vous ce soir pour vous parler du rôle majeur de l'UE face aux situations d'instabilité, aux situations de crise et de conflits qui menacent la paix dans le monde et notamment en Afrique.

Je remercie Mme Solange Pitroipa, Secrétaire Générale du Congrès pour la Démocratie et le Progrès du Burkina Faso pour l'organisation de cette soirée.

Je salue M. Mohamed Ibn Chambas, Secrétaire général des ACP, M. Achille Tapsoba, Secrétaire général national et député au Burkina Faso ainsi que toutes les autres hautes personnalités ici présentes.

(1) Le monde change.

Depuis la fin de la guerre froide, le monde ne cesse d'évoluer et de changer. L'avènement du « village global » est probablement la raison pour laquelle la fin du XXe siècle fera date. La mondialisation ouvre l'horizon de chacun. Les images nous sont présentées en temps réel, les témoignages affluent aux quatre

coins de la planète, et surtout l'humanité se sent concernée. Il se dégage de la globalisation une dynamique positive qu'il serait erroné de condamner sans nuance.

Elle a en effet permis une prise de conscience de l'état du monde dans sa globalité. Aujourd'hui "la terre est plate" selon la formule de Thomas Friedman (un citoyen peut à lui seul concurrencer une multinationale – égalité devant les opportunités).

Mais, la globalisation n'est pas seulement économique, elle est aussi le fait d'organisations non gouvernementales comme Amnesty International et Human Rights Watch qui n'hésitent pas à dénoncer les violations des droits des hommes, des femmes et des enfants. (Ainsi les messages envoyés d'Ituri par GSM nous ont permis de comprendre en temps réel les atrocités qui y étaient commises).

A l'heure de la mondialisation, les problèmes globaux et transnationaux nécessitent des solutions qui dépassent l'échelle des nations.

Avec la globalisation, nous tenons la condition préalable d'une solidarité internationale en faveur des populations en détresse, confrontées à des cataclysmes, au terrorisme, à des situations extrêmes ou à des conflits meurtriers qu'il serait si facile d'ignorer. Au nom d'une meilleure efficacité, il nous faut agir ensemble.

L'Afrique est un continent qui est de plus en plus proche, non seulement par notre histoire passée mais aussi par l'interaction inexorable que la mondialisation a créée entre les réalités économiques, politiques et sociales de l'Afrique et de l'Europe.

La communication « Un an après Lisbonne : la réalité du partenariat Afrique-UE » confirme le changement radical intervenu dans la relation entre l'Afrique et l'Europe. Nous ne pouvons plus fonder cette relation sur la banale relation entre donateur et bénéficiaire. La nature nouvelle de cette relation est devenue une véritable relation entre citoyens égaux en droits et en devoirs. Cette relation est désormais basée sur un dialogue franc, un dialogue où tous les sujets, mêmes les sujets les plus délicats, peuvent être abordés avec la franchise et la confiance de se sentir partenaires face à des défis communs (ex : Darfour, Kenya, Tchad, migrations, Zimbabwe, Cour pénale Internationale).

Désormais, comme le dit Balandier « l'Afrique sait ce qu'elle est, elle veut produire son avenir ».

Nous sommes des « amis » depuis plus de 50 ans. Soyons maintenant des « alliés » parce que jamais dans l'histoire récente nos intérêts n'ont été si proches.

En raison de notre histoire et de notre expérience, nous Africains et Européens comprenons l'importance de la paix et de la sécurité en tant que préalables au développement politique, économique et social.

(2) Agir sur le monde

La difficulté de comprendre le monde actuellement n'a d'égale que la nécessité d'agir sur lui. Quel est le rôle de l'Europe face à la toute puissance des Etats-Unis, seule superpuissance depuis la fin de la bipolarité du monde ?

La question qui se pose est non seulement celle de la détention du pouvoir mais aussi celle de l'exercice du pouvoir. Force et dissuasion ou autorité et persuasion ?

Nous sommes face à deux modèles qui reflètent deux cultures différentes. Là où les premiers sont enclins à privilégier la confrontation, l'exercice du pouvoir solitaire et unilatéral, la seconde promeut le dialogue politique, la coopération et le respect scrupuleux des normes de droit international.

Les USA ont l'autorité, et les moyens, mais pas la légitimité (ex guerre en Irak). L'Europe, forte de sa légitimité, ne contraint pas, elle convainc. Elle ne sera jamais une puissance de la même nature que celle des USA.

Les relations que l'Europe entretient avec le monde entier rejaillissent sur l'évolution de nos sociétés ouvertes et multiculturelles. Ainsi, le dialogue des civilisations ne peut rester lettre morte sur notre sol, sous peine de nous obliger à assumer les conséquences d'une opposition au mieux stérile, au pire destructrice entre l'Occident et l'Islam.

(3) Europe : un projet de paix

Le XXème siècle aura été tant en Europe qu'en Afrique le théâtre des pires dérives (Shoah – génocide Rwandais en 94)

Crimes contre l'humanité, génocides,... Ces abominations commandent qu'on se souvienne des victimes et qu'on honore leur souvenir. Nietzsche disait d'ailleurs avec raison que "l'homme de l'avenir est celui qui a la mémoire la plus longue". C'est cette mémoire qui a conduit à la réconciliation dans la perspective d'édifier un nouvel ordre social.

Le projet européen, c'est « la paix par la réconciliation »; c'est un socle de valeurs qui incarne l'humanisme, l'ouverture, la solidarité, le progrès, la justice et l'égalité en un mot l'universalité; c'est le rejet de l'intolérance religieuse ou autre, du nationalisme, du repli sur soi; c'est un projet de société qui rencontre les défis du monde moderne; qui propose un modèle unique fondé sur une dynamique harmonieuse entre la justice sociale, la solidarité et une redistribution équitable, d'une part et la liberté d'entreprise, le progrès économique et le respect de la créativité humaine d'autre part.

Avec l'élargissement cette zone de paix, de prospérité, de stabilité s'est étendue et a renforcé de la sorte le socle de l'équilibre mondial et l'influence de l'Europe dans les relations internationales. L'enjeu pour l'UE est de transformer le potentiel d'attraction dont elle dispose en source toujours plus intense de rayonnement extérieur.

(4) L'Europe : un acteur global sur la scène mondiale

Le Monde a besoin d'Europe. L'UE présente en effet une formidable valeur ajoutée qui en fait une institution politique unique en matière de relations extérieures. Elle dispose d'un large éventail d'instruments qui peuvent être mis au service de la politique étrangère et de sécurité commune : politique commerciale, coopération au développement, aide humanitaire, pratique du dialogue et une certaine capacité militaire.

L'Europe comme je l'ai déjà dit c'est une « puissance globale et douce » qui s'appuie sur la norme, la règle, l'exemple. C'est un acteur global majeur qui a été fondé pour surmonter le jeu désastreux des politiques de puissances des Etats-Nations. L'UE n'est pas une juxtaposition d'Etats souverains mais c'est une union d'Etats qui a décidé de mettre en commun un certain nombre de

compétences au nom d'une meilleure efficacité. Cette paix qu'elle a su créer sur notre continent elle tend désormais à la promouvoir dans le monde.

Sa politique étrangère ne peut être qu'à l'image de ce qu'elle est à l'intérieur, c'est-à-dire fondée sur le respect des règles et la promotion des droits de l'homme et de la démocratie.

Or, promouvoir la paix, les lois et les institutions nécessitent de prendre des risques tant sur le plan politique que sur le terrain.

C'est ce que l'UE fait depuis 2003 : 18 opérations ont été déployées sur 3 continents prenant la forme d'opérations humanitaires et d'évacuation, de maintien de la paix et des missions de combat pour la gestion des crises, y compris pour le rétablissement de la paix (mission de Petersberg). Ces dernières années, c'est plus de 10.000 personnes qui ont été déployées dans des opérations de l'UE alliant instruments militaire et civil en support à une stratégie politique (ex : Tchad).

Avec cette présence sur le terrain, l'UE n'est plus seulement perçue comme une trésorerie, une sorte de banque mondiale. Elle est un acteur politique qui prend des risques, qui a des intérêts à défendre et des valeurs à promouvoir. Elle devient une force concrète qui crée des attentes au sein de ces populations.

Bilan européen de ces dernières années

- L'Union agit aussi bien sur le front de la diplomatie que sur celui de la sécurité.

La diplomatie doit être soutenue par une certaine dose de force, nous dirons de puissance pour être crédible et pour influencer sur les événements. L'Europe pour assumer sa vocation d'acteur mondial de la sécurité doit disposer d'une capacité d'intervention militaire crédible.

- C'est pourquoi, elle s'est dotée de forces de réaction susceptibles d'être déployées rapidement partout dans le monde. Elle possède également des structures permanentes dans le cadre de sa politique européenne de sécurité et de défense.
- L'Europe a déjà mené de nombreuses missions de maintien de la paix hors de ses frontières, ce qui traduit sa montée en puissance en matière de défense. Cette expérience acquise sur le terrain ainsi que la mise en commun par les EM de leurs moyens militaires dessinent peu à peu les contours d'une force armée européenne, capable d'agir partout où la violence menace.
- Lors de ses missions l'Union use de concert de ses capacités civiles et militaires. Ainsi elle travaille non seulement au rétablissement de la paix mais aussi à la stabilité politique et économique des pays en cause. Il ne peut y avoir de paix durable sans structures politiques représentatives, sans appareil étatique performant et bien géré. Le défi majeur qui se pose à l'Afrique est celui de sa gouvernance tant sur le plan politique qu'économique. Le Burkina Faso, comme le Togo ou le Ghana sont d'excellents exemples de démocratie et de bonne gouvernance. Malheureusement, il n'en va pas de même au Zimbabwe, à Madagascar, ...où l'Etat est à genoux.

- L'action de l'Union s'inscrit donc dans le long terme. Il ne s'agit pas seulement pour elle de développer un partenariat pour la paix mais aussi un partenariat dans la paix. N'est-il pas aussi important d'accorder au moins autant d'attention aux problèmes structurels qu'aux problèmes strictement liés à l'urgence? Comment peut-on exprimer des exigences de bonne gouvernance quand les fonctions régaliennes de l'Etat ne peuvent être assurées? Le développement, la réduction de la pauvreté et la sécurité dépendent dans une très large mesure d'Etats capables de s'acquitter de leurs fonctions publiques essentielles telles que l'accès à la santé, à l'éducation, à la justice et à l'administration, capable de garantir et de protéger les droits individuels et les libertés fondamentales, ainsi que de gérer les richesses de manière responsable et impartiale, afin d'assurer leur redistribution équitable.
- Le « partenariat Afrique-UE pour la paix et la sécurité » joue un rôle déterminant aussi bien à l'intérieur du continent africain qu'à l'extérieur. Il faut le soutenir :
 - en menant un dialogue systématique et régulier en matière de paix et de sécurité, aux niveaux continental, régional et national.
 - en rendant pleinement opérationnelle l'architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS), notamment grâce à l'établissement d'un système continental d'alerte rapide afin de faciliter la prévention des conflits.
 - en soutenant le mécanisme de financement prévisible et durable des opérations de soutien de la paix conduites par l'Afrique, alimenté par les contributions bilatérales des EM de l'UE et de l'UA.

- L'UE a alloué 740 millions d'euros à la « Facilité de soutien de la paix en Afrique » depuis sa création qui se déclinent comme suit :
 - 100 millions € au renforcement des capacités ;
 - 600 millions€ aux opérations de soutien à la paix
 - 15 millions € au « Mécanisme de Réaction Rapide » ou « Early Response Mechanism » ayant pour objectif la prévention, la gestion et la résolution des crises. Il finance des actions civiles de rétablissement et de consolidation de la paix (ex : financement de la mission d'observation de l'UA au Burundi).

- La plupart des pays africain connaissent à présent la paix et la stabilité. Mais l'absence de conflit armé ne veut pas dire qu'un pays soit définitivement à l'abri de toute confrontation une fois pour toutes. Lors du 3^{ème} Sommet Afrique-UE qui se tiendra les 29 et 30 novembre prochains en Libye, les chefs d'Etat et de Gouvernement feront le point sur les résultats obtenus dans le cadre de ce partenariat.

- Si l'Europe est un acteur majeur de la politique multilatérale, elle a ses limites. Ce que nous faisons ensemble, nous le faisons mieux. C'est pourquoi l'Union a investi dans des partenariats internationaux et régionaux fondés sur le respect, l'écoute et une connaissance mutuelle. Je pense ici aux USA et à la Russie, mais aussi aux organisations comme les NU, l'OTAN et aux organisations régionales comme l'UA, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ou encore le bureau des NU pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA). Tout cela me fait dire que l'UE doit être un "fellowship" et non un "followship".

L'Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est la région la plus intégrée du continent avec un dispositif institutionnel solide. Je dois saluer le Burkina Faso qui est grâce à son président, Blaise Compaoré, - que je salue par l'intermédiaire de son représentant, M. Achille Tapsoba - un repère de stabilité dans la région.

Cette région a également connu, et connaît encore, nombre de drames, de guerres des plus cruelles, de violations massives des droits de l'homme. Plus de la moitié des pays qui la composent sont en situation de fragilité, de conflit ou de post-conflit. Beaucoup sont parmi les plus pauvres de la planète.

Pour faire face à ces situations de crises - on connaît le prix à payer pour le manque de démocratie - la CEDEAO s'est doté de deux Protocoles complémentaires : l'un relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement de conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, l'autre sur la démocratie et la bonne gouvernance dont elle n'a de cesse de rappeler les principes aux Etats membres qui auraient tendance à les oublier.

En tant que co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, j'apporte tout mon soutien aux actions diplomatiques et militaires que la CEDEAO a prises et prend dans la région (ex : Côte d'Ivoire (2002), Libéria (2003), Guinée et en Guinée Bissau), grâce à l'impulsion du premier président de la Commission de la CEDEAO, Mohamed Ibn Chambas qui a joué pleinement son rôle jusqu'en février 2010.

La Guinée est un pays stratégique pour la stabilité de la sous région d'Afrique centrale. En tant que co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-

UE j'ai plaidé pour qu'une date soit fixée définitivement et rapidement pour la tenue du deuxième tour des élections présidentielles.

En Côte d'Ivoire, j'espère que les élections récentes mettront réellement un terme à la crise qu'a traversé ce pays.

L'instabilité et les conflits, ruinent les perspectives de développement pour les populations comme pour les pays. Si la paix et la sécurité sont des pré-conditions du développement économique, je suis convaincu que le développement économique dans une perspective d'intégration régionale peut contribuer fortement à la stabilité.

La paix ne pourra s'installer durablement dans la région que lorsque toutes les causes sous-jacentes ou profondes des conflits seront éliminées. L'élimination de la pauvreté reste la prévention la plus efficace. Le rôle de l'Europe reste crucial à cet égard :

- Elle doit veiller à ce que les EM tiennent leurs engagements de consacrer 0,7% du PIB à l'aide publique au développement d'ici 2015. L'APD doit continuer à augmenter et ne doit pas subir les conséquences de la crise.
- Elle doit plaider pour le développement de nouvelles sources de développement qui viendraient en complément de l'APD. Pour ma part, j'ai initié au sein du PE un débat sur l'établissement d'une taxe sur les transactions financières internationales. Ce débat a été relayé à New York, lors du Sommet sur les OMD. Plusieurs hautes personnalités ont témoigné d'un ferme soutien pour ce type d'approche.
- L'UE doit veiller en permanence à l'amélioration de l'efficacité de l'aide. Il ne suffit pas d'augmenter l'aide, nous devons également renforcer son efficacité pour faire en sorte que chaque euro consacré à l'aide au

développement soit véritablement un investissement, avec le maximum d'impact pour les populations bénéficiaires.

- L'EU doit veiller à ce que l'Afrique ait sa place dans les institutions financières internationales où se prennent les décisions.

Seul un partenariat mondial axé sur des politiques efficaces, des mesures transparentes, le respect de la bonne gouvernance permettra de sortir les pays de la pauvreté et conduira à la stabilité du continent.

Avenir (Conclusion)

L'Europe ne sera jamais une organisation internationale comme une autre.

La multiplicité de ses actions lui donne une spécificité propre qui la destine à devenir une force internationale de paix dans le monde.

J'entends par là qu'au-delà des interventions militaires, l'Europe dispose d'instruments indispensables comme la politique de développement ou l'aide humanitaire pour prévenir les conflits ou rétablir la paix. Ces instruments sont comme je l'ai dit la "puissance douce" de l'Union et jouent un rôle de stabilisation dans les pays en développement menacés par les crises.

Son influence sur le monde ne s'opère pas seulement par l'exportation de ses normes qui sont les vecteurs de la diffusion de ses valeurs. Son influence s'exerce également par l'aide économique, par le rapprochement stratégique et diplomatique, par l'intervention armée et la reconstruction. Elle passe aussi par des alliances, par exemple avec les USA ou des partenariats stratégiques avec des organisations régionales comme UA, acteur incontournable dans la gestion des conflits qui ébranlent le continent. Enfin, son poids dans les négociations commerciales lui donne un véritable rôle de puissance mondiale.

Toutefois, pour devenir cet acteur global de paix, l'Union doit travailler à sa défense et à une plus grande cohérence que se soit au sein de ses propres institutions ou qu'ils s'agissent des EM (contre ex : Darfour où les EM ont joué la carte du bilatéral).

L'UE doit également concevoir sa politique de défense en complément de l'alliance atlantique. Une Europe forte renforcera d'ailleurs l'alliance tout comme elle renforcera son partenariat avec les USA (Stratégie française de retour à l'OTAN : européanisation des bases françaises en Afrique).

Certes, s'agissant de politique étrangère, l'intergouvernemental reste dominant dans les décisions stratégiques. Mais c'est avec la logistique communautaire que l'action européenne atteindra pleinement ses objectifs. Dès lors si l'UE parvient à affirmer une volonté politique unique portée par ses Etats membres, exprimée par l'Union elle-même au travers de son haut représentant pour les Affaires étrangères – Catherine Ashton – et mise en œuvre par un service diplomatique commun – le service européen pour l'action extérieure – elle deviendra un acteur majeur.

Je crois en un monde meilleur et je veux croire au "rêve européen" comme le dit Jeremy Rifkin. L'Europe est en train de devenir le 1^{er} super pouvoir de l'Histoire qui ne vise pas à exercer un contrôle sur d'autres pays : c'est un pouvoir qui pourrait répandre la paix et la stabilité en respectant la diversité, plutôt qu'en imposant ses valeurs par la force.

C'est à ce titre que l'Europe possède une réelle responsabilité envers ceux qui croient à la diversité culturelle et à l'art de vivre ensemble en paix.